

*Initiatives ministérielles*

chent une façon de le faire. De nombreux groupes ont été formés à cet égard. Ces gens se tournent vers le gouvernement fédéral et disent: «Vous avez été notre partenaire. Vous nous avez aidés à bâtir Winnipeg grâce, par exemple, au CN, à Air Canada et à un certain nombre d'institutions gouvernementales. Vous nous avez aidés à construire nos hôpitaux. Vous nous avez aidés en transférant de l'argent à notre province. Nous sommes là et nous sommes prêts à faire quelque chose.»

Et que répond le gouvernement fédéral au gouvernement et aux habitants du Manitoba? «Nous sommes désolés. Ne voyez-vous pas notre déficit? Ne voyez-vous pas que nous n'avons pas d'argent pour les agriculteurs ni pour la diversification de l'économie de l'Ouest? Ne voyez-vous pas qu'il nous faut déménager le CN à Edmonton ou à Montréal? Ne voyez-vous pas que nous devons fermer VIA et privatiser Air Canada?» La liste est interminable. Tout cela provoque un profond découragement chez les dirigeants municipaux et provinciaux qui essaient de rebâtir et de redonner un rôle à leurs milieux.

Winnipeg risque de devenir une ville de commerce de gros et non une ville manufacturière, et ce n'est pas parce qu'elle n'a plus les ambitions qu'elle a toujours eues, mais bien parce que le gouvernement ne fait absolument rien pour l'aider. C'est le gouvernement fédéral et les ministres que je tiens responsables.

Qu'avez-vous vu dans les journaux après le budget, moment où les gens ont formulé des plaintes très sérieuses au sujet du gouvernement et du budget? Nous avons entendu le ministre de l'Énergie dire: «Le Manitoba reçoit suffisamment d'argent pour ne pas avoir à se plaindre». Pouvez-vous imaginer cela, monsieur le Président? Voilà une ville appauvrie par l'inaction du gouvernement fédéral au cours des cinq dernières années, et il faudrait s'excuser de demander de l'argent. Quel pays avons-nous s'il faut s'excuser de demander de l'argent lorsque l'on a un désir légitime de croître, de se développer, de devenir une ville prospère?

Le fait que le gouvernement ait toujours essayé de donner aux Manitobains un sentiment de culpabilité parce qu'ils demandent de l'argent, est un des revirements les plus soudains de la politique gouvernementale, surtout venant d'un parti qui a passé des années à protester contre l'intervention fédérale. Lorsqu'on lui a demandé ce qu'il comptait faire pour la ville de Winnipeg, il a dit: «Je regrette, je ne sais pas. Nous n'avons pas d'argent. Nous vous souhaitons bonne chance. Nous devons retourner à Ottawa. Nous avons une réunion du cabinet.

Nous avons ceci et cela à faire. Nous ne sommes pas ici pour vous. Bonne chance.»

Lorsque l'on en revient à la question fondamentale: qui a quoi, quand et combien, on constate que dans le cas du Manitoba, ce n'est pas Winnipeg et surtout pas la circonscription de Winnipeg-Nord-Centre qui est la plus choyée. On ne sait pas comment font les autres, on sait seulement que nous n'avons rien. On sait seulement que de grosses sommes sont perdues dans des activités qui ne sont pas bénéfiques.

Le but de la réponse d'un député au budget n'est pas de protester au sujet de sa région, mais d'utiliser cette région comme exemple des tensions que l'on crée dans le pays. Je suis sûr que les députés de ce côté, qu'ils soient de Kingston ou d'Ottawa, partagent mon inquiétude et ma colère de voir le gouvernement choisir de faire du tort à de si nombreuses parties au lieu de les aider, par ce budget.

Je voudrais parler un peu du fait que c'est l'une des rares fois dans l'histoire du pays où les Canadiens refusent littéralement de payer l'impôt. Ceux d'entre nous qui viennent de l'Ouest et lisent les compte rendus de réunions publiques à Winnipeg, Estevan, Regina, Saskatoon, Calgary, Edmonton, savent que dans les Prairies les gens disent: «Nous ne paierons pas cette taxe. Nous ne voulons pas de la TPS.»

Les gens savent bien que nous avons un énorme déficit. C'était la même chose après la guerre et personne alors n'a refusé de payer l'impôt. L'impôt sur le revenu a été institué pendant la Première Guerre mondiale pour financer l'effort de guerre. Or, nous voilà dans une situation de crise et les gens refusent. En tant que politiciens, nous devons nous interroger. Pourquoi les gens refusent-ils? Pourquoi ne sont-ils pas prêts à financer le gouvernement? Est-ce en raison des gestes irresponsables de ceux qui sont en face de moi que les gens refusent maintenant de payer l'impôt?

La question que doivent se poser la ministre de la Justice et le vice-premier ministre qui viennent de l'Ouest, ainsi que le premier ministre qui n'y vient jamais, est celle-ci: «Jusqu'où peut-on pousser les Canadiens?» Y a-t-il parmi vous une Maggie Thatcher qui pense que l'on peut contraindre les gens, par la force, à payer leurs taxes? Verrons-nous au Canada ce que l'on voit actuellement en Grande-Bretagne, des bagarres parce qu'on contraint les gens à payer une taxe injuste?

Les dirigeants canadiens, et en particulier ceux qui sont en face de moi, doivent apprendre qu'ils ne peuvent pas pousser les gens dans des situations comme celle-là. Les Canadiens protestent à leur façon, c'est-à-dire gentiment. Ils ne veulent pas payer cette taxe. Ce n'est pas que nous soyons irresponsables. C'est simplement que nous voulons que vous assainissiez la situation. Tant que